

CONSEIL DE PROMOTION DES INSPECTEURS STAGIAIRES du 15 décembre 2022

Monsieur le Directeur,

Nous ne pouvons entamer notre déclaration liminaire sans remettre notre formation dans un contexte général.

Depuis 2009, ce sont 30.000 postes qui ont été supprimés au sein de notre administration. Et ça continue ! Dans le même temps, les règles de recrutement généralisent peu à peu la contractualisation au détriment du concours, les règles de mutation sont détricotées tant au niveau national qu'au niveau local, et les agents sont les cobayes de théories managériales venues tout droit du privé. Il est flagrant que l'ensemble de ces politiques libérales contribue grandement à développer le mal-être et la dégradation de nos conditions de travail, y compris à l'ENFIP. La CGT Finances Publiques exige l'arrêt immédiat de la destruction du service public dont fait l'objet la DGFIP depuis tant d'années.

Dans le même temps, le gel du point d'indice pratiqué pendant 10 ans et la dernière revalorisation du point d'indice de 3,5 points, bien inférieure à l'inflation, continuent de dégrader les conditions matérielles d'existence de l'ensemble des agents de la fonction publique. Les stagiaires de l'ENFIP qui seront titulaires dans quelques mois n'y échappent pas. La CGT Finances Publiques revendique une augmentation immédiate du point d'indice à hauteur de 10 % afin de rattraper l'appauvrissement des agents perpétré par l'État, leur propre employeur.

Considérant le peu de temps consacré par l'ENFIP pour la tenue de cette instance qui mériterait une journée complète ; considérant que la HMI du mois de décembre n'a été qu'une variable d'ajustement des emplois du temps pour l'administration et que deux heures n'auraient pas été de trop, tant les collègues avaient de remarques à nous faire parvenir ; et considérant les déceptions de nos camarades élus des précédentes promotions, la CGT Finances Publiques ne se fait guère d'illusion sur les conditions défavorables dans lesquelles elle développe ses revendications aujourd'hui.

Nous vous faisons toutefois les remarques et propositions suivantes :

De nombreux collègues s'inscrivent dans la continuité des promotions précédentes et dénoncent l'inadéquation entre le contenu de la formation et le rythme d'apprentissage. La densité des enseignements découle directement du manque de temps lié à la formation. L'idée n'est pas de réduire les contenus mais bien de laisser le temps aux stagiaires d'assimiler les connaissances nécessaires à leur prise de poste. Les semaines noires ne sont pas possibles dans le cadre d'une pédagogie cohérente et non abrutissante.

La CGT Finances Publiques revendique une scolarité rallongée afin de former au mieux les collègues qui devront demain endosser leur rôle de cadre de la fonction publique. En tout état de cause, la CGT Finances Publiques revendique une demi-journée de TTA supplémentaire par semaine afin d'avoir le temps nécessaire pour assimiler les enseignements. Elle revendique également d'avoir un temps de reformulation (exercices réalisés collectivement) à la fin de chaque thème, ainsi qu'un temps de révision plus important avant les évaluations. La comptabilité est une matière centrale et incontournable de nos métiers. Comment expliquez-vous que 357 stagiaires aient dû s'inscrire à une séance de soutien ? Cela pourrait-il être le résultat de cours trop condensés, sans reformulation, dont le temps nécessaire à l'apprentissage est attaqué par des matières beaucoup moins pertinentes ? Comment assumez-vous par conséquent l'envoi de 149 stagiaires en rattrapage de comptabilité ? Notre questionnement initial est-il toujours le bon ?

La CGT Finances Publiques se réjouit de la mise en place des auto-tests, qui était une demande des camarades précédents et souhaite leur poursuite. Cependant, la CGT Finances Publiques ne peut que constater que dans la pratique, les effets sur les stagiaires s'avèrent contre-productifs. Plutôt que de rassurer les collègues, ces auto-tests (placés parfois juste après le cours qu'ils sont censés valider) ne permettent pas une assimilation réelle des connaissances mais plutôt un bachotage pédagogiquement sans intérêt. Ils rajoutent un stress inutile et délétère qui perturbe l'apprentissage des connaissances, voire un découragement.

La CGT Finances Publiques, tout en restant attachée à ces auto-tests, revendique que ceux-ci soient mieux organisés et ne soient plus présentés comme des punitions mais bien comme une façon d'évaluer son niveau de progression dans les acquis des stagiaires. À ce propos, ces auto-tests doivent être laissés à la libre volonté des stagiaires et non être des moments imposés. L'ENFIP et la DGFIP pourraient compter sur l'intelligence de stagiaires adultes ayant réussi un concours de la fonction publique.

La CGT Finances Publiques réclame que les dispenses d'enseignement soient élargies à l'ensemble des matières techniques.

La CGT Finances Publiques regrette que la réussite au concours des stagiaires soient constamment remise en cause par des tests et une évaluation ne faisant que rajouter du stress inutile. Une école de la fonction publique doit former des fonctionnaires compétents et non évaluer constamment des fonctionnaires rabaissés au rang d'élèves.

Visiblement, sur la question du retour en présentiel des stagiaires en distanciel, l'ENFIP n'a pas respecté les mesures de sécurité sanitaire. La CGT Finances Publiques exige que ces collègues réalisent ces tests à distances comme le prévoit leur statut.

Les cours de management, ne peuvent être décemment considérés comme satisfaisants pour de futurs encadrants et sont même contre-productifs. La terminologie employée « management » démontre déjà une volonté contraire aux valeurs du service public qui n'est pas une succursale du secteur privé. La CGT Finances Publiques s'étonne d'ailleurs que dans la documentation même du ministère, le mot de management n'existe pas.

Cet enseignement de management devrait abandonner les sites douteux de coach de grandes entreprises privées pour se baser uniquement sur les brochures et les supports réalisés, comme le Guide de l'encadrant de la Direction Générale de l'Administration et de la Fonction Publique (DGAFP), le modèle managérial de la DGFIP ou encore les formations proposées par l'IGPDE.

La mention d'une citation d'Henry Kissinger, « Mieux vaut une mauvaise décision que pas de décision du tout », dans le cours de « Management, gérer une équipe » est tout simplement inacceptable. La CGT Finances Publiques est scandalisée du fait que l'on cite les paroles d'un criminel de guerre ayant participé à l'instauration d'une dictature militaire au Chili. Les familles des victimes massacrées par Augusto Pinochet apprécieront. Les victimes de Suharto en Indonésie également.

Une vidéo « La courbe du changement » a été projetée dans le cadre d'un cours. Le deuil est un acte définitif et le comparer à la politique du Nouveau Réseau de Proximité ne fait que confirmer à la CGT Finances Publiques la volonté de destruction du service public qui continue au moment où nous parlons. La CGT Finances Publiques profite de ce moment pour rappeler son opposition catégorique et totale à la réforme du Nouveau réseau de Proximité (N.R.P).

Au-delà, est-il admissible de projeter à des fonctionnaires stagiaires une vidéo assimilant le changement à un deuil ? Que ce soit pour des raisons liées au contexte actuel ou encore par une volonté délibérée d'endoctrinement cynique des futurs agents

dans la destruction de ce pour quoi ils s'engagent, cette vidéo est scandaleuse pour la CGT Finances Publiques.

Une refonte complète du cours d'encadrement est revendiquée par la CGT Finances Publiques, afin de laisser davantage de place à des mises en situation réelles qui permettent de réfléchir collectivement aux solutions à apporter, en valorisant l'expérience professionnelle interne et externe des collègues. Pour cela, il est incontournable de mettre un terme à la décontextualisation. Quel est l'intérêt d'utiliser des mises en situation dans le secteur privé (restaurant, fleuriste, organisation d'un mariage) pour des fonctionnaires stagiaires ? Et ce d'autant plus que le cadre légal du code du travail et des conventions collectives est méconnu des chargés d'enseignement.

Concernant les affectations, le nouveau mouvement du mois de septembre (service reconcentré, bureaux centraux, directions nationales spécialisées) a été plus ou moins apprécié par les collègues.

Cela s'explique aisément par la soudaineté, l'impréparation voire l'amateurisme constaté. La CGT Finances Publiques revendique une vraie formation et un temps dédié à la réalisation d'une candidature sérieuse pour tous les stagiaires et non seuls ceux ayant déjà une connaissance de l'administration.

La CGT Finances Publiques déplore le fait que les organisations syndicales n'aient pas été prévenues officiellement de ce mouvement, et d'une manière globale le manque de communication de l'ENFIP avec les services concernés.

La CGT Finances Publiques condamne la suppression des C.A.P. en local qui conduisent directement à l'affectation en qualité d'A.L.D. de nombreux stagiaires. L'opacité des affectations des stagiaires par les directions départementales et régionales ne renvoie qu'une seule image: les inspecteurs stagiaires ne sont que des variables d'ajustement. L'année de formation est déjà assez stressante pour rajouter en plus à des stagiaires devant parfois changer de vie et de région une incertitude et une incapacité à se projeter dans l'avenir.

La CGT Finances Publiques souhaiterait que le forum des métiers soit organisé plus tôt au cours de l'année, afin d'apporter plus de cohérence aux choix du mouvement de septembre.

Monsieur le Directeur,

De tous les points vus ici, aucun ne désole plus la CGT Finances Publiques que les injonctions paradoxales dont sont victimes les inspecteurs stagiaires. Elèves/collègues. Adultes/Enfants, Service public/pratiques carriéristes. L'infantilisation constante ne provoque rien d'autre que la colère des inspecteurs stagiaires. Comment peut-on se permettre de considérer comme des enfants et les menacer en conséquence des collègues ayant des enfants à charge et qui ont, pour certains, une longue carrière au sein de notre administration ? Comment peut-on accepter que des moments de convivialité liant les stagiaires entre eux soient chassés par l'administration et sont passibles de sanctions ? Alors, quel lien entre la bienveillance à laquelle on nous exhorte dans nos futurs services et cette infantilisation à laquelle nous sommes soumis ? Vous comprendrez que la CGT Finances Publiques déplore une formation qui ne remplit pas les nobles missions qu'elle se doit de remplir.